

Dialogue social

L'INPH dresse le bilan d'un Ségur de la santé jugé encore incomplet

Publié le 10/03/22 - 16h35

En amont de l'élection présidentielle, l'INPH organisait ce 9 mars son colloque annuel. Avant un débat avec les représentants des candidats, il a dressé un état des lieux du déploiement du Ségur de la santé. Un Ségur jugé très incomplet.

Après une "pause" liée à la crise sanitaire, l'Intersyndicat national des praticiens d'exercice hospitaliers et hospitalo-universitaires (INPH) a organisé son colloque annuel en lien avec les réformes du quinquennat et l'élection présidentielle, intitulé "2022 : une nouvelle chance pour la santé et l'hôpital public". "Il s'agit de dresser un état des lieux sur les avancées réelles et les espoirs déçus. Aujourd'hui le moment est clé comme l'est toujours la veille de l'élection présidentielle", a déclaré en ouverture la présidente de l'INPH, le Dr Rachel Bocher. La première table ronde a donc été l'occasion d'un dialogue sur le bilan du Ségur de la santé, "le Ségur 1, puisque pour nous, il appelle une suite", souligne d'ailleurs Rachel Bocher.

Des réformes et des manques

Attractivité des carrières, statuts, financement, gouvernance, au travers de l'intervention du président du SMS Jérôme Goeminne, mais aussi qualité de vie et encore démographie — avec le Pr Éric Galam, professeur des universités en médecine générale à l'université Paris-Diderot et le Dr Patrick Bouet, président du Conseil national de l'ordre des médecins notamment — ont été passés en revue par les grands témoins interrogés par les membres du syndicats.

Autant de thématiques abordées en préambule par la présidente, pour remémorer les engagements de l'INPH. Rachel Bocher a notamment rappelé être "très partagée sur le statut de praticien contractuel. "Entrer dans la fonction publique en négociant son salaire ne nous semble pas conforme à l'esprit du service public", regrette-t-elle. Elle alerte entre autres sur "le piège de la rentabilité" qui "se referme" sur l'hôpital, évoquant souffrance au travail et "gouvernance par les chiffres".

La formation était aussi au cœur des discussions, au travers des interventions des présidents de l'Association nationale des étudiants en médecine de France (Anemf) et de l'Intersyndicale nationale des internes (Isni), Nicolas Lunel et Gaétan Casanova. Ils ont chacun évoqué la question de la perte de sens dès les études, et la "méconnaissance" des possibilités de carrières par la suite, qui impactent fortement la baisse d'attractivité de l'hôpital public. Le président de la conférence des doyens de santé d'Île-de-France, le Pr Bruno Riou, s'est interrogé pour sa part sur les "oublis du Ségur". À son sens, la réforme a mis de côté "trois manques énormes" que sont "les CHU, la formation et la recherche". Quant à la réforme du troisième cycle des études médicales ? Elle est jugée "incomplète" également car "à moyens constants" et réalisée en écartant les professions paramédicales. L'occasion pour le doyen de regretter le développement "timoré" de la pratique avancée infirmière à d'autres domaines et spécialités.

La journée s'est poursuivie en abordant ces thématiques sous un angle plus politique, avec des échanges entre les représentants de plusieurs candidats à l'élection présidentielle : Europe écologie-Les Verts, *La République en marche*, le Parti socialiste, le Rassemblement national, le Parti communiste et Reconquête. Les Républicains et La France insoumise, dont la présence était prévue initialement, ont décliné, pour cause de Covid.

Clémence Nayrac

Les informations publiées par Hospimedia sont réservées au seul usage de ses abonnés. Pour toute demande de droits de reproduction et de diffusion, contactez Hospimedia (copyright@hospimedia.fr). Plus d'informations sur le copyright et le droit d'auteur appliqués aux contenus publiés par Hospimedia dans la rubrique [droits de reproduction](#).

Pas encore abonné à HOSPIMEDIA ?

Testez **gratuitement** notre journal en vous rendant sur
<http://www.hospimedia.fr>

Votre structure est abonnée ?

Rapprochez-vous de votre référent ou **contactez nous** au
03 20 32 99 99 ou sur <http://www.hospimedia.fr/contact>